

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4965 - VENDREDI 7 MARS 2025

CNTR

L'enquête sur la dette publique extérieure patine

Le président de la Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques (CNTR), Joseph Mana Fouafoua, a déploré la lenteur dans la réalisation de l'enquête sur la dette publique extérieure envers les opérateurs économiques vivant dans les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. « Nous voudrions rappeler qu'il s'agit d'un contrôle portant sur les finances publiques et nul ne devrait s'y soustraire. Les services du ministère des Finances et particulièrement de la Caisse congolaise d'amortissement, du Trésor public et par ricochet la Banque centrale, sont de ce fait interpellés », a-t-il indiqué à l'ouverture de la session budgétaire de la CNTR.

Page 2



Joseph Mana Fouafoua et Albert Ontsaka/DR

PAGIR

Plus de 3 milliards FCFA du budget 2025



Les membres du comité de pilotage à l'ouverture des travaux/Adiac

Le comité de pilotage du Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (Pagir) a adopté le 6 mars à Brazzaville son budget exercice 2025 à la somme de 3 330 655 000 de francs CFA. Financé par la Banque mondiale, le Pagir vise à appuyer le gouvernement congolais dans sa politique de renforcement de la gouvernance et de la gestion des finances publiques.

Page 3

FORUM MBONGUI DES JEUNES

La 3^e édition axée sur l'entrepreneuriat



Les participants à la cérémonie de clôture du forum/Adiac

La ville de Dolisie, chef-lieu du département du Niari, a accueilli du 4 au 5 mars la troisième édition du forum "Mbongui" des jeunes, organisée sur le thème « Jeunesse et travail, bâtir un avenir durable par l'effort et la créativité ». Venus nombreux, les jeunes ont été édifiés par les différents orateurs sur l'esprit d'entrepreneuriat.

Page 3

COOPÉRATION

Un envoyé du chancelier allemand reçu à Brazzaville

Le président de la République Denis Sassou N'Guesso a échangé avec Wolfgang Dold, envoyé spécial du chancelier allemand Olaf Scholz qui lui a transmis un message écrit. Selon lui, l'Allemagne soutient l'initiative de la décennie mondiale d'afforestation et de reboisement proposée par le chef de l'Etat congolais.

Page 16

EDITORIAL

Lutte acharnée

Page 2

ÉDITORIAL

Lutte acharnée

À l'origine d'une exacerbation des inégalités, la corruption compromet le développement, parce qu'elle est source de détournement à grande échelle des ressources publiques au détriment de l'intérêt général. Se manifestant sous de multiples facettes, elle constitue un défi majeur et un combat acharné pour le Congo. Au regard des dérives parfois décriées dans les régies financières, l'Etat qui cherche à stabiliser ses recettes devrait s'en préoccuper en y mettant des garde-fous.

Le plaidoyer dressé par la direction générale des Douanes et des Droits indirects pour la mise en œuvre des nouvelles dispositions contenues dans la loi de finances 2025 a pour vocation d'éviter l'évasion des recettes fiscales. Une option à prendre en compte à l'heure où les recettes peinent à atteindre le seuil fixé aux régies financières du fait des exonérations fallacieuses qui profitent aux tierces personnes.

Pour l'Etat, renforcer les pouvoirs des administrations chargées de lutter contre les antivaleurs serait une avancée dans cette bataille. Au demeurant, réussir à relever les défis de notre époque nécessite des mesures drastiques à l'endroit de tout contrevenant, quel que soit son rang social.

Un engagement à fond du gouvernement est toujours attendu, aussi bien par les organisations internationales que des citoyens lambda qui n'aspirent qu'à l'amélioration de leurs conditions sociales. Il est plus qu'urgent de s'y attaquer vertement par des actions coercitives.

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNANCE PUBLIQUE

Quelques administrations dans le collimateur de la CNTR

La sixième session ordinaire budgétaire de la Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques (CNTR), qui se tient du 4 au 13 mars à Brazzaville, sera marquée, entre autres, par la présentation des conclusions des missions d'enquêtes réalisées ou en cours de réalisation dans certaines administrations dont l'Université catholique du Congo-Brazzaville (UCCB) et aux Comptes spéciaux du Trésor (CST).

Conformément à sa mission consistant à veiller à l'application stricte du code de transparence par les administrations publiques, la CNTR a mené des études sur les moyens financiers des collectivités locales de la République du Congo. A côté de ce dossier bouclé, la CNTR s'est intéressée à l'exécution des travaux de construction de l'UCCB, un établissement privé d'enseignement supérieur implanté au village Liambou, dans le district de Hinda, département du Kouilou à l'initiative de la Conférence épiscopale du Congo. Selon cette institution qui se place de plus en plus comme un gendarme financier dans les administrations publiques, la réalisation de ce projet a pris un retard considérable (près de 8 ans) jusqu'à risquer de compromettre la première rentrée académique 2024. Il s'agit, en effet, d'un financement issu d'une partie des fonds liés au projet social d'un contrat de partage de production impliquant les sociétés Total, Chevron et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC).

« C'est ainsi que la CNTR a commis une mission à l'effet d'aller sur le terrain rencontrer les parties impliquées et se rendre compte de la qualité des investissements. Les parties impliquées étant le ministère de l'Enseignement supérieur ; l'Association des évêques fondateurs de l'UCCB ; le ministère des Hydrocarbures ; le comité de pilotage du projet ; le groupe contracteur formé de Total, Chevron et SNPC », a rappelé le président de la CNTR, Joseph Mana Fouafoua à l'ou-



verture des travaux. L'autre dossier qui a attiré l'attention de cette institution est la gestion de la dette publique extérieure auprès des opérateurs économiques établis dans les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. D'après son président, la CNTR s'est intéressée à la gestion d'une partie de la dette publique dont des rumeurs folles lui sont parvenues. C'est ainsi qu'il a déploré le fait que la mission d'information initiée à cet effet depuis octobre 2024 avance avec beaucoup de difficultés en raison de la fébrilité, du manque de collaboration des fonctionnaires approchés et aussi de certaines pesanteurs. « Cela nous donne l'impression de marcher sur les épines, en raison semble-t-il de la sensibilité du dossier. A cet effet, nous voudrions rappeler qu'il s'agit d'un contrôle portant sur les finances publiques et nulle ne devrait s'y soustraire. Les services du ministère des Finances et particulièrement ceux de la CCA, du Trésor public et par ricochet la Banque centrale, sont, de

Joseph Mana Fouafoua et Albert Ontsaka DR

ce fait, interpellés », a exhorté Joseph Mana Fouafoua, réaffirmant que le travail se poursuivait avec plus de rigueur et de détermination. Quant à la mission d'enquêtes au niveau des CST, il a annoncé que cette action de grande envergure dont le démarrage a été lent comme d'habitude après son lancement depuis plusieurs mois pourrait être bouclée en mai prochain. « Les CST sont des instruments budgétaires particuliers utilisés dans les finances publiques. Ces instruments permettent de déroger au principe budgétaire classique pour offrir plus de souplesse dans la gestion des finances publiques. Les CST comportent pour l'essentiel des fonds créés et administrés par certaines entités publiques pour des missions particulières du service public. Ces instruments pourraient aussi comprendre les budgets annexes et les comptes d'affectation spéciale du Trésor public », a précisé le président de la CNTR.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PAGIR

Le budget 2025 arrêté à la somme de 3,3 milliards F CFA

Le budget et le plan d'activité du Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (Pagir) ont été adoptés, le 6 mars à Brazzaville, à l'issue de la deuxième session ordinaire de son comité de pilotage. L'accent sera mis cette année sur les secteurs de la santé et de l'éducation.



Les membres du comité de pilotage à l'ouverture des travaux/Adiac

Un projet conjoint du Congo avec la Banque mondiale, le Pagir poursuit son déploiement sur le terrain de l'amélioration de la gouvernance institutionnelle et de la réforme des finances publiques. La session du comité de pilotage a mobilisé les parties prenantes à la réforme du secteur public, dont

la Primature, les délégués des ministères sectoriels, l'unité de coordination du projet, ainsi que les organisations de la société civile. Ces participants étaient appelés à statuer sur une nouvelle feuille de route s'inscrivant dans le cadre de résultats du Pagir pour l'atteinte des indicateurs de décaissements.

Outre l'adoption du plan de travail et le budget annuels à la somme de 3 330 655 000 F CFA, les membres du comité de pilotage ont également planché sur les rapports d'exécution des activités ; les comptes et les rapports d'audit. Ils ont abordé la question de l'application des recommandations des rap-

ports d'audit et des missions, de même que la facilité de la mise en œuvre des réformes et les progrès accomplis ; la coordination entre les parties prenantes pour la bonne mise en œuvre des réformes, avec l'appui technique du secrétariat permanent aux réformes des finances publiques ; et la pertinence du travail et du rendement sur les critères de performance.

Durant cet exercice, a assuré le conseiller spécial du Premier ministre chargé de la gouvernance, du dialogue économique et de la lutte contre la corruption, Gervais Bouiti-Viaudo, le comité de pilotage ne cessera d'encourager et d'accompagner les efforts des structures, des points focaux et des experts. « Notre comité est l'organe délibérant et de suivi de la mise en œuvre du Pagir tels que le précisent nos attributions. Il s'agit de délibérer sur toutes les activités mises en œuvre par l'unité de coordination du projet pour le volet financement du projet d'investissement et

par le secrétariat permanent aux réformes des finances publiques, volet axé sur les résultats », a-t-il souligné, ajoutant que les conclusions de ces assises sont attendues par le gouvernement, notamment les recommandations liées à la gouvernance (la maîtrise du budget, la gestion axée sur les résultats comme nouveau mode de gestion, la capacité à répondre aux besoins de la population).

Financé à hauteur de 70 millions de dollars (41,6 milliards FCFA) par la Banque mondiale, le Pagir vise à appuyer le gouvernement dans sa politique de renforcement de la gouvernance et de la gestion des finances publiques. Il devrait permettre à terme d'accroître l'efficacité de la mobilisation des ressources domestiques et de la gestion des dépenses de l'État dans la santé et l'éducation. Le programme s'exécute en deux volets : un financement axé sur les résultats et un financement de gestion de projet au titre d'une assistance technique.

Fiacre Kombo

«MBONGUI» DES JEUNES

La jeunesse du Niari édiflée sur les contours de l'entrepreneuriat

Au terme des échanges conviviaux et constructifs qui ont marqué la troisième édition du forum «Mbongui» des jeunes, du 4 au 5 mars à Dolisie, dans le département du Niari, les participants ont reçu des outils et techniques capables de booster non seulement leur esprit entrepreneurial mais aussi leur engagement communautaire.

La troisième édition du forum «Mbongui» des jeunes a regroupé des jeunes vivant dans le Niari et ceux de sa diaspora, des cadres (élus, autorités administratives et membres du gouvernement) et quelques spécialistes en communication, nouvelles technologies, entrepreneuriat...

A travers les panels et séances des questions-réponses, les échanges ont porté en général sur le processus de création d'une entreprise, les offres d'emplois ou le lancement d'un projet.

Plusieurs autres sous-thèmes comme l'importance de la communication dans le lancement d'un projet, la compétitivité et l'employabilité en milieu jeune, la jeunesse face aux défis du développement ou encore comment réussir le financement de son projet ont été présentés lors des moments de partage d'expérience.

Organisé sur le thème « Jeunesse et travail, bâtir un avenir durable par l'effort et la créativité », ce forum s'est déroulé dans la salle de la préfecture du Niari, pleine à craquer pour avoir mobilisé des porteurs de projets et



Les participants à la cérémonie de clôture du forum/Adiac

chercheurs d'emploi venus de plusieurs localités. En présence des cadres et fils du département, ils ont salué la motivation des organisateurs et panelistes à partager avec eux les outils nécessaires pour leur épanouissement avant de demander que ce genre d'initiative se multiplie.

« Nous sommes maintenant outillés et préparés à créer

de la richesse et des revenus. Durant ces deux jours, nous avons beaucoup appris. C'était un véritable moment du donner et du recevoir. A partir de maintenant, nous allons mettre en pratique ce que nous venons d'apprendre. Si tout se passe comme cela a été dit, les jeunes du Niari vont surprendre le monde.

Nous ne voulons pas que ces promesses soient vaines », a indiqué Ulrich Mavoungou, un jeune de Dolisie.

Le parrain de cette édition, le ministre d'État, ministre des Affaires foncières et du Domaine public, Pierre Mabilia, a abondé dans le même sens que la présidente du comité d'organisation, Aline France Etokabeka,

invitant les jeunes à plus d'engagement et au respect de la loi. « Vous êtes désormais interdits d'emprunter des voies du chanvre, du banditisme et de l'ignorance. Empruntez la voie de l'entrepreneuriat. Préparez vos dossiers et présentez les aux services du Figa qui sont déjà sur place ainsi que le Fonea qui va bientôt s'installer à Dolisie. Nous devons aller de l'avant dans le travail et la discipline », a demandé le parrain de ce rendez-vous.

À travers cette troisième édition qui s'est déroulée dans la capitale de l'or vert, plus de 500 jeunes ont émis le souhait de bénéficier d'un appui multiforme. La tenue chez eux de ce forum permettra aux jeunes du Niari de sortir de l'oisiveté et l'inactivité.

Il est important de rappeler que les deux premières éditions de cette plateforme d'échange entre les jeunes en quête d'ouverture d'opportunités, de visibilité et divers experts se sont tenues à Brazzaville, avec le même objectif : inciter les jeunes à la créativité et au travail bien fait.

Rude Ngoma



VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

PROTECTION SOCIALE

Plus de 84 milliards FCFA pour la mise en œuvre du PSIPJ

D'une valeur de 133 millions de dollars, soit environ 84 milliards FCFA, le projet de Protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ) lancé à Djambala, dans le département des Plateaux, par la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, est financé par la Banque mondiale.

Nouveau financement destiné à la protection sociale et de l'inclusion productive des jeunes, le PSIPJ a pour objectif de fournir une aide d'urgence aux ménages touchés par la crise sanitaire et économique provoquée par la covid-19 et d'accroître l'accès des ménages, des jeunes pauvres et vulnérables aux filets sociaux dans ses zones d'intervention. Il est structuré en six composantes dont quatre actives, à savoir l'expansion du programme Lisungi pour le relèvement ; le renforcement du système de protection sociale ; la gestion, le suivi et l'évaluation du projet ; l'inclusion productive des jeunes vulnérables âgés de 18 à 35 ans. Le PSIPJ couvre, en effet, les départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Kouilou, Niari, la Lékoumou, la Bouenza, le Pool, les Plateaux, la Cuvette,

la Sangha et la Likouala. Dans le département de la Likouala, la Cuvette, les Plateaux, le Pool, la Lékoumou, le Kouilou, la Bouenza et le Niari, les actions se concentreront sur les transferts monétaires et le soutien aux Activités génératrices de revenus (AGR). En revanche, à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Ouessou, l'accent est mis sur l'entrepreneuriat et la formation en apprentissage des métiers aux jeunes.

Il vise également 22 000 ménages chroniquement pauvres ; 5000 personnes âgées vivant seules et personnes vivant avec handicap ; 40 000 jeunes candidats à l'entrepreneuriat et 5000 jeunes désirant apprendre un métier. Les jeunes ciblés par le projet sont des jeunes vulnérables déscolarisés âgés de 18 à 35 ans.

Quant aux ménages, ceux-ci

bénéficieront des Transferts monétaires conditionnels (TMC) et des Transferts monétaires activités génératrices de revenus (TMAGR). Pour être éligible à ces transferts monétaires, il faut être de nationalité congolaise ou étrangère ou encore être réfugié reconnu par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés ; vivre dans l'extrême pauvreté ; avoir au sein de son ménage soit une femme enceinte, soit un enfant âgé de 0 à 20 ans, soit une personne âgée de 60 ans ou plus, soit une personne vivant avec handicap.

Le projet offre, pour les jeunes, deux parcours de formation, notamment la formation à l'entrepreneuriat et la formation à l'apprentissage d'un métier. Les jeunes candidats à ces deux formations doivent être âgés de 18 à 35 ans au moment de l'inscrip-

tion ; être déscolarisés et sans emploi ou exerçant une activité dans le secteur informel ; être résidents dans les zones urbaines et périurbaines, plus précisément à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Ouessou. Selon le coordonnateur du projet, Antoine Régis Ngakegni, les jeunes sélectionnés bénéficieront d'une formation professionnelle de six à neuf mois, en rapport avec le métier choisi. À l'issue de cette formation, ils recevront un financement pour acquérir l'équipement nécessaire au démarrage de leur activité, ce qui favorise ainsi leur insertion socio-économique.

Ce projet s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique nationale d'action sociale (PNAS) qui ambitionne de renforcer l'autonomie des jeunes vulnérables, tout

en soutenant la résilience des ménages les plus défavorisés. Une initiative qui s'inscrit dans une logique de développement durable et d'inclusion économique.

Par ailleurs, le PSIPJ s'engage à consolider et à poursuivre les activités des projets antérieurs. Il dispose de deux financements : le financement du projet Lisungi de riposte d'urgence à la covid-19 (50 millions de dollars) et le financement additionnel de 83 millions de dollars US. La combinaison des transferts monétaires avec la formation et l'insertion professionnelle des jeunes constituent, à n'en point douter, une réponse concrète aux défis socio-économiques auxquels font face les jeunes et les ménages vulnérables, soutient la coordination du projet.

Parfait Wilfried Douniama

AUTONOMISATION DES JEUNES

La communauté leadership Agile dévoile son plan d'action 2025

La communauté leadership Agile que préside Bovaris Malonga a prévu, pour l'année 2025, l'organisation de deux grands événements, à savoir le projet agricole organisé en février pour créer cinquante emplois ainsi que le concours d'éloquence à un niveau plus large au mois d'août, puis le développement des collaborations avec d'autres institutions locales et internationales.

Créée le 16 décembre 2023, la communauté leadership Agile a pour mission d'autonomiser les jeunes en leur enseignant des compétences pratiques essentielles, notamment en leadership, entrepreneuriat, éloquence et agriculture. Cette entité prône les valeurs d'agilité, du leadership, d'innovation, d'entraide et impact social. La vision de la communauté leadership Agile est d'employer plus de cinquante jeunes cette année à travers divers projets. Elle organise chaque année, avec un thème pertinent, le concours d'éloquence. La communauté leadership Agile a initié des projets agricoles, entre autres la mise en place d'un projet agricole pour favoriser l'autonomie financière des membres. Aussi la communauté leadership agile organise-t-elle une conférence sur l'entrepreneuriat, le leadership et d'autres thématiques.

Concernant les perspectives et objectifs pour 2025, la communauté va lancer un projet agricole en février pour créer cinquante emplois. Elle va étendre le concours d'éloquence à un niveau plus large,



Les membres de la communauté leadership Agile /DR

puis développer des collaborations avec d'autres institutions locales et internationales. Est prévue également, au mois d'août prochain la deuxième édition du concours d'éloquence de la communauté leadership Agile sur le thème « Diplomatie et coopération entre le Congo et la Russie : perspectives et défis ».

Le choix de ce thème se justi-

fie tout simplement par le fait que les relations diplomatiques entre le Congo et la Russie se sont développées au fil des années, ouvrant la voie à des collaborations stratégiques dans divers domaines, notamment économique, culturel, technologique et éducatif. À l'heure où les partenariats internationaux jouent un rôle-clé dans le développement des nations, il

est essentiel que la jeunesse congolaise comprenne les enjeux de la diplomatie et de la coopération internationale. Ce concours d'éloquence a pour objectif d'encourager les jeunes à réfléchir et à s'exprimer sur l'importance des relations entre le Congo et la Russie, en abordant les perspectives de développement, les défis à surmonter et les op-

portunités pour les deux pays. Il s'agira également de sensibiliser les jeunes à l'importance de la diplomatie et des relations internationales, ainsi que de promouvoir une réflexion critique et constructive sur le partenariat Congo-Russie. Quant aux objectifs spécifiques, il sera question de permettre aux jeunes de proposer des initiatives pour renforcer cette coopération, et d'offrir aux participants des occasions d'interagir avec des diplomates, des experts en relations internationales et des représentants des deux nations. Le projet est géré par Bovaris Malonga, président et fondateur de la communauté et de Jofina Ngouala, la secrétaire de la communauté. Signalons que la communauté leadership Agile a formé 273 jeunes en informatique bureautique en un an. Déjà en 2021, ils avaient mis en place le projet «Kido-boy management», qui avait pour but d'accompagner les jeunes dans leur éducation morale et sociale afin de les booster et les préparer à bien entrer dans la vie active.

Bruno Zéphirin Okokana



REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE



Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo
« PRODIVAC »

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS)

AMI N° 44/MAEP/UCP-PRODIVAC 2024

Secteur : Agriculture

Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000200004602

N° d'identification du Projet : P-CG-A0-002

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat : « CONSULTANT INTERNATIONAL, Assistance Technique en développement Agriculture / Agronome, Région Afrique centrale ».

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent : (i) l'appui technique nécessaire pour une meilleure formulation des besoins, TDRs/cahiers de charge, spécifications techniques, conventions/contrats ; (ii) l'appui méthodologique aux experts techniques dans la programmation et la mise en œuvre des activités auprès des potentiels bénéficiaires ; (iii) la participation à l'arbitrage sur la priorisation et l'agencement des actions à entreprendre afin d'améliorer les performances du projet ; (iv) l'appui dans l'élaboration du Programme de Travail et Budget annuels réalistes et faisable ; (v) appui à l'identification, la préparation et l'évaluation de nouvelles opérations dans le secteur agricole au Congo ; (vi) l'identification des actions qui peuvent susciter des synergies opérationnelles avec les autres projets en cours et organiser les réunions entre les parties concernées pour implémenter les documents à soumettre pour avis préalable aux Gouvernements et aux bailleurs ; (vii) appui à l'organisation/proposition de réunions techniques des ministères sectoriels pour une meilleure cohésion et inclusion de toutes les parties concernées dans la mise en œuvre des actions communes ; (viii) l'appui ponctuel à la cellule de passation de marchés dans la levée des réserves sur les dossiers soumis à l'approbation de la Banque ; (ix) l'appui dans l'évaluation et/ou le contrôle qualité des activités réalisées par les partenaires du projet, la documentation des réalisations in situ et le niveau d'atteinte des objectifs en lien avec le cadre logique du projet ; (x) la participation aux missions de terrain afin d'identifier, de préparer, d'évaluer et/ou superviser la réalisation et le suivi du PRODIVAC ; (xi) appui au recrutement à temps des bureaux d'audit des comptes et des audits des acquisitions, de conformité environnementale et sociale du Projet et de la soumission des rapports d'audit dans les délais ; (xii) participation à la rédaction des aide-mémoires des missions, des rapports techniques ; rapports périodiques d'activités (trimestriels, semestriels et annuels) ; (vx) participation aux différentes missions, y compris, en cas de besoin, au dialogue avec le Gouvernement et aux échanges avec les autres partenaires sur le développement du secteur Agricole ; (vix) accomplir toute autre tâche confiée par le Coordonnateur du projet ou le ministère de tutelle. La durée de la mission est de douze (12) mois renouvelable, après évaluation de la performance jugée acceptable. Elle se déroulera à Brazzaville, avec possibilité de déplacement dans la zone d'intervention du projet (dépar-

tements du Pool, de la Bouenza, des Plateaux, ainsi que dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire).

L'Unité de Coordination du projet PRODIVAC, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations : (i) lettre de motivation, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) daté, signé et récent mettant en exergue les prestations et/ou missions similaires et (iii) les copies certifiées de diplômes pertinents, références et coordonnées des clients et toute autre information pertinentes.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformément au Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque africaine de développement, édition d'octobre 2015, disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. L'intérêt manifesté par un Consultant n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15 h00, heure locale (TU+1).

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 13 mars 2025 à 12 h 00, heure locale (TU+1) et porter expressément la mention suivante : « AMI N° SC 44/PPM/MAEP/UCP-PRODIVAC-2024 : CONSULTANT INTERNATIONAL, Assistance Technique en développement Agriculture / Agronome, Région Afrique centrale », ou transmis par mail en format PDF à l'adresse ci-après :

Unité de Coordination du PRODIVAC

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PRODIVAC
N° 13 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo
Tél : (242) 06 644 75 07/ 05 321 85 56
E-mails : prodivaccongo@gmail.com / estelle.bouss@yahoo.fr.

ÉTABLISSEMENT DE LA LISTE RESTREINTE

Les manifestations d'intérêts seront évaluées sur la base des critères et sous critères ci-dessous :

1. Qualification générale (formation et expérience générale) : 30 points.

•Avoir un niveau de bac+5 (diplôme dans le domaine agricole ou rural, avec une spécialisation en agro-

nomie, agroéconomie, élevage, agro-industrie, économie) ou équivalent et justifier d'au moins 15 ans d'expérience dans les principaux domaines relatifs à l'Agriculture, Agronomie, Agroéconomie, Elevage, Agro-industrie, Economie ou équivalent ;

•Niveau de formation (Bac +5) : 15 points

-Bac+5 = 10 points

-Au-delà de Bac+5, 2,5 points seront ajoutés par année supplémentaire jusqu'à atteindre les 5 points restant ;

-Inférieur à Bac+5 = 0 point

•Expérience solide dans le management des projets agricoles : 15 points.

-disposer de 15 ans d'expérience = 10 points ;

-au-delà, 1 point sera ajouté par année supplémentaire jusqu'à atteindre les 5 points restants ;

-moins de 15 ans = 0 point.

2. Expériences spécifiques relatives aux prestations à réaliser : 60 points.

•Expérience avérée dans la préparation, gestion et supervision de projets agricoles : 10 points

-Avoir participé directement à la gestion d'au moins 4 projets agricoles ;

(2,5 points seront accordés pour chaque projet).

•Expérience avérée dans l'élaboration des rapports d'achèvement de projets : 10 points ;

-Nombre maximum de rapport requis est 4 ;

(2,5 points seront accordés pour chaque rapport livré).

•Expérience professionnelle dans la structuration du monde rural et dans l'organisation et l'encadrement des producteurs ou éleveurs : 10 points ;

-Le nombre de mission similaire est de 4 ;

(2,5 points seront accordés par mission réalisée).

•Expérience d'assistance technique avec les partenaires techniques et financiers (Banque africaine de développement, Banque mondiale, FAO, PNUD, etc.) assortie d'une expertise particulière dans la conception et l'appui à la mise en œuvre des projets agricoles effectuées) : 30 points

-le nombre maximum de mission requis est de 6 ;

(5 points seront accordés par mission accomplie).

3. Connaissance de la région et des outils : 10 points

•Avoir une bonne connaissance du contexte du pays (avoir travaillé au Congo ou dans la zone d'Afrique Centrale) : 5 points ;

•Maîtriser parfaitement les outils/logiciels informatiques (Word, Excel, Powerpoint, Kobo collect) : 5 points.

La note minimale requise pour être éligible est de 75 points sur 100. Le candidat de premier rang sera invité à négocier un contrat.

Fait à Brazzaville, le 27 février 2025

**Le Coordonnateur
Marcel Dieudonné NZEMBA**

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

L'Union européenne renouvelle son soutien au Congo

En visite au Centre de recherche sur les maladies infectieuses (CeRMI), à Brazzaville, Anne Marchal, ambassadrice de la délégation de l'Union européenne (UE) au Congo, a réaffirmé l'engagement de l'instance en faveur de la recherche scientifique dans ce pays.

Anne Marchal a effectué une visite, le 28 février, au CeRMI, une structure de la Fondation congolaise pour la recherche scientifique (FCRS), dirigée par la Pre Francine Ntoumi. L'occasion pour l'ambassadrice de l'UE au Congo de réaffirmer l'engagement de cette institution en faveur de la recherche scientifique dans ce pays, un domaine qu'elle soutient activement depuis 15 ans, avec un financement couvrant les trois quarts des projets menés par la FCRS.

C'était une première pour la diplomate européenne dans ce centre de recherche de renom à Brazzaville. Accueillie par la Pre Ntoumi, elle a pu découvrir les différents laboratoires du CeRMI : biologie moléculaire, immunologie, parasitologie et impression 3D. Cette immersion lui a permis d'observer de près le travail des chercheurs sur des maladies majeures comme le paludisme, la maladie du sommeil, le VIH et la tuberculose.

Un aspect particulièrement marquant de cette visite a été la



La photo souvenir avec l'équipe de scientifiques, dont de nombreuses chercheuses DR

forte présence des jeunes filles dans les laboratoires, illustrant le succès de la campagne « Transmettre l'ambition ». Cette initiative, portée par la Pre Francine Ntoumi, vise à encourager les jeunes filles à embrasser des carrières scientifiques. Depuis sa création, le CeRMI a déjà formé quatorze docteurs

en sciences et trente étudiants en master 2 dans diverses disciplines des sciences biologiques, contribuant ainsi à renforcer les compétences locales en recherche.

« Ce qui m'a le plus impressionnée, c'est l'échange avec les chercheurs qui m'ont présenté des travaux d'une

grande importance pour la santé publique. L'Union européenne soutient activement la recherche scientifique, notamment à travers le programme Horizon de la Commission européenne. Je tiens à féliciter la Pre Francine Ntoumi et son équipe pour avoir obtenu cette subvention

qui favorise une recherche de haut niveau. Le Congo peut être fier de compter parmi ses chercheurs une personnalité aussi remarquable », a déclaré Anne Marchal.

La Pre Francine Ntoumi, de son côté, a salué cette visite et rappelé le rôle essentiel de l'UE dans le financement des recherches menées par la FCRS. Depuis 2022, la fondation bénéficie du soutien du programme Horizon, avec des financements allant de 1 à 12 millions d'euros. En 2024, trois projets avaient déjà été subventionnés, portant sur le mpox, Ebola et la résistance aux antimicrobiens.

Pour 2025, deux nouvelles priorités ont été définies : l'étude du paludisme chez la femme enceinte et les maladies tropicales négligées.

À travers ces partenariats, l'UE confirme son engagement à accompagner le développement de la recherche scientifique en République du Congo, tout en encourageant la formation et l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs.

Mildred Moukenga

FONDATION PRIVAT-FRÉDÉRIC-NDEKÉ

De bonnes perspectives en faveur des jeunes

La Fondation Privat-Frédéric-Ndeké a annoncé, lors de son conseil d'administration tenu récemment à Brazzaville, le lancement cette année des formations spécifiques en faveur des jeunes et l'inauguration de son siège social basé à Talangai, dans le sixième arrondissement.

Ils étaient presque tous là : membres de la coordination nationale, délégués des affaires sociales, de la santé et de l'enseignement, de la commission de Contrôle et d'Évaluation ainsi que les représentants des associations affiliées pour participer au conseil d'administration dirigé par le président de cette fondation éponyme, Privat Frédéric Ndeké. Une occasion pour ce dernier de rassurer les Brazzavillois pour des actions qui pointent à l'horizon. « Je voudrais rassurer les habitants de Brazzaville, spécifiquement les jeunes, que les formations spéciales débiteront cette année en commençant par ceux des arrondissements 8 Madibou, 1 Makélékélé, 2 Bacongo, 4 Moungali et 6 Talangai. Pendant que se poursuivra la campagne à l'écoute des jeunes dans les autres arrondissements

de Brazzaville », a fait savoir Privat Frédéric Ndeké. Dans la même perspective, il a annoncé l'ouverture du Centre de métiers de Brazzaville après l'inauguration du siège de la fondation. Selon lui, les travaux de construction du Centre de métiers de Sibiti, dans la Lékoumou, et de la maison des jeunes de Talangai connaîtront leur début d'exécution cette année. « Les activités retenues pour cette année intègrent bel et bien les fondements de notre fondation. Je réitère le souhait de l'implication de tous pour l'atteinte des objectifs fixés. Quant à moi, je jouerai pleinement ma partition pour que ces activités se réalisent avec succès. Enfin, toute forme d'assistance sociale sera apportée dans la mesure du possible à nos concitoyens », a déclaré l'administrateur-maire



Les participants; la photo de famille DR

de Talangai. En effet, cette session du conseil d'administration a permis d'évaluer les activités réalisées en 2024 et celles à entreprendre en 2025. Pour le président de la fondation, en dépit de la crise qui sévit dans le pays, un effort inlassable a été effectué pour réaliser l'ensemble des activités et surtout en rajouter

d'autres pendant l'année écoulée. C'est ainsi que Privat Frédéric Ndeké a félicité les membres de la coordination nationale ainsi que les autorités locales de Sibiti, Dolisie, Oyo et de Brazzaville pour leur soutien multiforme dans la concrétisation du programme d'activités de l'année 2024. Pour lui, après 18 ans de partage et d'expé-

rience, cette ONG, créée en mars 2007, devrait mieux faire en 2025 en restant dans la perpétuelle quête du bien-être des Congolais. A la fin des travaux, les participants se sont dits satisfaits de l'heureux niveau d'exécution des tâches fixées en 2024, les estimant à près de 113,88%.

Parfait Wilfried Douniama

« Deux genres, Deux mesures » dans l'univers judiciaire de la République du Congo

Bien que la Constitution de la République du Congo garantisse l'égalité devant la loi, la réalité quotidienne révèle une tout autre image. L'accès à la justice demeure profondément inégal entre les hommes et les femmes. Lors de la rentrée solennelle de l'Ordre des Avocats en avril 2024, le Bâtonnier national dénonçait avec force « un parcours du combattant » pour les femmes cherchant à faire valoir leurs droits. Ce constat alarmant met en lumière un système judiciaire gangrené par des pratiques discriminatoires qui pénalisent les plus vulnérables.

Malgré l'adoption de réformes législatives importantes, telles que la loi sur la parité de 2017, la révision du Code de la Famille en 2010, et plus récemment la loi Mouebara n° 19-2022 contre les violences faites aux femmes, l'application effective de ces textes reste problématique. Les pesanteurs socioculturelles, les discriminations persistantes et les difficultés d'accès aux procédures judiciaires entravent l'accès des femmes à la justice. La lenteur des procédures, les retards dans le rendu des jugements et les pratiques discriminatoires au sein des tribunaux perpétuent un accès inégal à la justice pour les femmes. [unwomen.org](https://www.unwomen.org)

L'égalité devant la loi, pourtant inscrite dans la Constitution, semble être une illusion pour de nombreuses femmes. Chaque jour, des veuves, des mères et des filles affrontent un mur d'indifférence, de lenteur et parfois de corruption lorsqu'elles cherchent justice. Ainsi, le système judiciaire, au lieu d'être un refuge pour les victimes, se transforme trop souvent en un labyrinthe sans issue pour celles qui osent réclamer leurs droits.

Les inégalités sont encore plus marquées en zone rurale, où les infrastructures judiciaires sont éloignées et difficiles d'accès. À cela s'ajoutent des normes patriarcales et la pression sociale, qui dissuadent les victimes de porter plainte, de peur des représailles ou de la stigmatisation. Une étude a révélé que très peu de femmes osent entamer des procédures légales, même dans des cas aussi graves que l'abandon de domicile conjugal. « Sur six constats d'abandon, tous ont été établis à la demande d'hommes », souligne cette étude, illustrant l'asymétrie flagrante dans l'utilisation des outils juridiques.

La corruption au sein du système judiciaire, dénoncée par des organisations internationales, constitue un autre obstacle majeur. L'obtention d'un jugement favorable dépend souvent de la capacité à payer des pots-de-vin, une pratique



largement répandue mais inabordable pour la majorité des femmes, souvent parmi les plus pauvres. Cette réalité prive des milliers d'entre elles d'un recours pourtant légitime.

De plus, la faible représentation des femmes parmi les juges et les avocats aggrave la situation. Par exemple, en République démocratique du Congo, les femmes ne représentent que 21,80 % du total des effectifs dans les juridictions et offices de parquets civils. Bien que les données spécifiques à la République du Congo soient limitées, il est probable que des tendances similaires existent. Une justice qui ne reflète pas l'ensemble de la société ne peut juger avec impartialité. Ce déséquilibre limite la compréhension des violences spécifiques vécues par les femmes et minimise l'impact des abus qu'elles subissent.

Face à ces constats alarmants, il est urgent d'agir. Le renforcement de l'application des lois s'impose comme une priorité. Il est essentiel de mettre en place des mécanismes de contrôle rigoureux et des sanctions dissuasives pour lutter contre la corruption et assurer l'égalité de traitement devant les tribunaux. Le développement de programmes de formation continue pour les juges, avocats et agents de police est également crucial. Ces formations doivent insister sur les questions de genre et la

reconnaissance des violences spécifiques aux femmes.

Par ailleurs, il est indispensable de faciliter l'accès à la justice pour les femmes démunies. Des aides financières et juridiques spécifiques devraient être mises en place, notamment dans les zones rurales, afin de réduire les obstacles économiques liés aux procédures judiciaires. L'amélioration des infrastructures et le développement de centres d'accueil pour les victimes sont des mesures urgentes et indispensables.

Enfin, l'augmentation de la représentation des femmes au sein des instances judiciaires est une condition essentielle pour garantir une justice plus inclusive et sensible aux réalités des femmes. Encourager la présence des femmes aux postes de juges et d'avocats permettrait non seulement de diversifier les points de vue, mais aussi d'améliorer la prise en charge des affaires impliquant des violences faites aux femmes.

Le 8 mars 2025, Journée internationale des droits des femmes, doit être l'occasion d'interpeller les décideurs sur l'urgence d'une réforme profonde du système judiciaire. Les avancées législatives des dernières années ne doivent pas masquer l'immense chemin qui reste à parcourir. Seule une action concertée entre le gouvernement, les acteurs judiciaires et la société civile permettra d'assurer aux femmes congolaises une protection réelle et effective de leurs droits.

Le combat pour l'égalité devant la loi est loin d'être terminé. Tant que les décisions de justice continueront à être influencées par des considérations autres que la loi, les plus vulnérables resteront sans recours. Le « deux genres, deux mesures » doit cesser d'être une triste réalité pour que le Congo puisse véritablement devenir un modèle d'égalité femme-homme en Afrique.

Danièle SASSOU NGUESSO

**Présidente
de la Fondation SOUNGA**

G20

La rencontre des ministres des Finances en Afrique du Sud soldée par un échec

La réunion des ministres des Finances du G20 en Afrique du Sud s'est soldée, le 27 février dernier, par un échec, sans communiqué commun. Les tensions diplomatiques et l'absence de représentants clés ont entravé les discussions sur le climat, la dette et le commerce.

Malgré quelques avancées, l'échec de la rencontre en Afrique du Sud soulève des inquiétudes sur l'avenir de la coopération économique internationale, en dépit des attentes élevées. Premier pays africain à présider le G20, l'Afrique du Sud avait placé de grands espoirs dans cette réunion. Après deux jours d'intenses discussions, les participants n'ont pas réussi à s'accorder sur un communiqué commun. Ce résultat décevant souligne les difficultés croissantes de la coopération internationale dans un contexte géopolitique tendu. La réunion des ministres des Finances du G20 visait initialement à aborder plusieurs sujets cruciaux, notamment la lutte contre le changement climatique; l'engagement contre le protectionnisme; la réforme du système financier international; l'allègement de la dette des pays africains.

Les obstacles à un consensus

Plusieurs facteurs ont contribué à l'échec de cette réunion des ministres des Finances du G20, dont l'absence de représentants clés qui aura fortement impacté les discussions. Les ministres des Finances de la Chine, de l'Inde et des États-Unis n'ont pas pris part à la rencontre, la privant ainsi de



Le président sud-africain Cyril Ramaphosa, lors de son discours

voix importantes dans les négociations. Les relations internationales tendues entre certains pays membres du G20 auront également rendu difficile l'établissement d'un consensus. Ces divergences ont pesé lourd dans l'incapacité à produire une déclaration commune. Mis à part un

accord sur certains points, comme la nécessité de lutter contre le changement climatique, les pays participants n'ont pas réussi à s'entendre sur une hiérarchisation des priorités.

L'absence de communiqué commun à l'issue de la réunion a plusieurs implications : un signal

négatif pour la coopération internationale, un revers pour la présidence Sud-africaine, des incertitudes pour l'avenir du G20. Cette rencontre infructueuse soulève des questions sur l'efficacité future du G20 comme forum de coordination économique mondiale.

Des avancées malgré l'échec de la réunion

En dépit de l'absence de communiqué final, la réunion des ministres des Finances du G20 aura permis quelques progrès : le projet de réforme du système de prêts, le dialogue sur le changement climatique, l'engagement contre le protectionnisme, les perspectives pour les futures réunions. Mais l'échec soulève des questions sur l'avenir de ce forum : la nécessité de renforcer le dialogue, les enjeux pour la présidence américaine qui prendra la relève de l'Afrique du Sud à la tête du G20.

L'accent mis sur les problématiques africaines, notamment la dette, devrait rester une priorité dans les discussions futures. Les retrouvailles en Afrique du Sud ont mis en lumière les défis auxquels fait face la coopération économique internationale. Bien que les résultats n'aient pas été à la hauteur des attentes, cet événement souligne l'importance cruciale du dialogue et de la collaboration pour relever les défis économiques mondiaux.

Noël Ndong



BURETEC





Bonne FÊTE AUX
FEMMES
ET FILLES



Brazzaville
Centre ville
05 579 66 74 / 05 379 00 09
Homendecorbzv@burotec.biz

DROITS, EGALITÉ ET AUTONOMISATION

Pointe-Noire
Centre ville
05 537 14 48 / 05 537 14 17
Homendecor@burotec.biz

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Un moratoire pour le contrôle des permis de conduire

Tout conducteur a jusqu'au 30 juin 2025 pour se conformer à cette exigence.

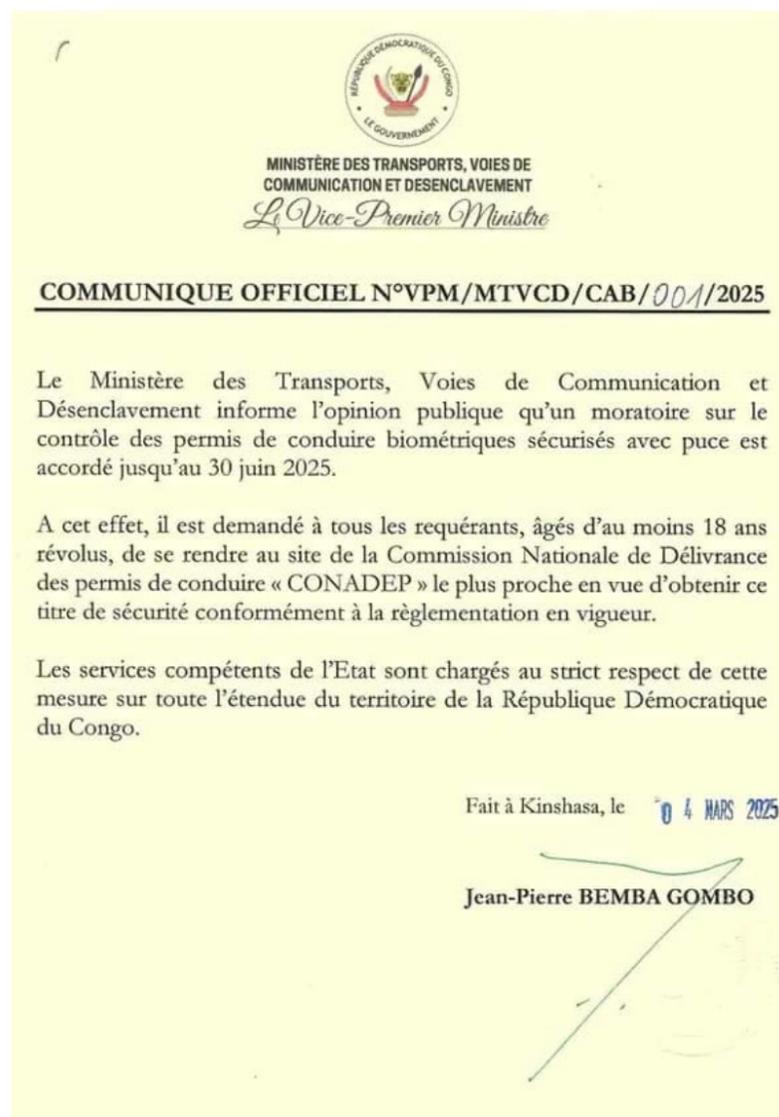
Un communiqué officiel du ministère des Transports et Voies de communication signé, le 4 mars, par le vice-Premier ministre chargé de ce secteur Jean-Pierre Bemba Gombe, indique qu'un moratoire a été accordé jusqu'au 30 juin 2025 pour le contrôle des permis de conduire biométriques sécurisés avec puce. Au travers ce document, ce ministère a demandé à tous les requérants, âgés d'au moins 18 ans révolus, de se rendre sur le site de la Commission nationale de délivrance des permis de conduire le plus proche en vue de se procurer de ce «titre de sécurité», conformément à la loi en vigueur./ Il est, en effet, rappelé que c'est depuis plusieurs années déjà que le plus récent permis de conduire congolais a expiré et tous les conducteurs qui roulent sur les artères congolaises n'ont pas ces titres de sécurité, à part ceux qui ont des permis internationaux acquis dans d'autres pays

et valides pour la République démocratique du Congo. C'est depuis fin 2024 que le ministère chargé du secteur a lancé l'opération de délivrance des nouveaux permis nationaux et internationaux. Ceux-ci sont biométriques, avec puce. Ces permis modernes intègrent une puce électronique et répondent aux standards internationaux.

Une procédure en cinq étapes

La procédure d'obtention de ce document a été simplifiée et comporte cinq étapes-clés. Il s'agit notamment du paiement des frais d'examen et retrait du formulaire; du passage des tests théoriques et pratiques; de l'établissement de la note de créance, de l'enrôlement biométrique; et du retrait du permis. Les prix de ces permis varient selon la catégorie du véhicule. Et les requérants des catégories A et A1 bénéficient d'un traitement simplifié.

Lucien Dianzenza



**INFORMER, ANALYSER,
DIFFUSER, RAYONNER**

Agence d'Information de l'Afrique Centrale,
un acteur économique majeur à vos côtés.

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIACTV

LE COURRIER
DE KINSHASA

CONTACTEZ
NOUS

84, Boulevard Denis Sassou N'Gesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

CONNECTEZ
VOUS

www.adiac-congo.com
www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.lecourrierdekinshasa.com
www.adiac.tv

RÉSEAUX
SOCIAUX



SANTÉ

Forum sur la vaccination et l'éradication de la polio en RDC

Axé sur le thème «Immunsation, Nutrition et Lutte contre le cancer du col de l'utérus», le 4e forum sur la vaccination et la lutte contre la polio, qui s'est tenu du 5 au 6 mars à Kinshasa, a été ouvert par le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale, le Dr Roger-Samuel Kamba, représentant personnel du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, à cette grande rencontre réunissant tous les acteurs nationaux et internationaux intervenant dans la vaccination.

Organisé par le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale en synergie avec le Conseil national de la Couverture de santé universelle (CNCSU) grâce à l'appui des partenaires, notamment l'Unicef, GAVI, Path, l'OMS, CDC Africa, le 4e Forum sur la vaccination se veut un cadre de discussion et d'échange entre les différents acteurs pour réfléchir sur des défis actuels et des solutions concrètes en vue d'améliorer la couverture vaccinale et éradiquer la poliomyélite en République démocratique du Congo (RDC). Il était donc question notamment durant cette rencontre d'évaluer l'état actuel de la vaccination en RDC et identifier les défis majeurs, d'analyser le niveau de mise en œuvre des engagements à tous les niveaux, encourager les provinces à augmenter les financements domestiques, concentrer les efforts sur les enfants dits zéro dose.

Dans son discours lu par le ministre de la Santé, le chef de l'Etat a reconnu que le 4e forum était un moment crucial où "nous réaffirmons notre engagement collectif à protéger la santé de nos enfants et à renforcer la couverture vaccinale dans notre pays, la RDC qui traverse une période critique marquée par des défis de santé publique majeurs et une instabilité qui impacte directement nos communautés". Tout en soulignant que les vaccins sauvent des millions de vies chaque année en les protégeant contre plus de 20 maladies infectieuses dont la rougeole, la tuberculose et bien sûr la polio, le chef de l'Etat, à travers son

représentant, a déploré la persistance des taux alarmants de vaccination. "Un million d'enfants ne sont pas du tout vaccinés. Deux millions d'autres n'ont reçu que partiellement les doses nécessaires. Nous sommes encore loin de l'objectif de 90% de couverture vaccinale fixés par l'OMS", a lu le ministre de la Santé au nom du chef de l'Etat.

En dépit de ce tableau sombre, il est possible d'inverser la tendance. Pour ce faire, le chef de l'Etat engage le gouvernement à libérer le financement nécessaire pour assurer la disponibilité continue des vaccins, suivre personnellement chaque trimestre les performances de la couverture vaccinale, renforcer le plan d'urgence pour la relance de la vaccination dit plan mashako, accélérer l'introduction du vaccin contre le col de l'utérus, créer un cadre provincial efficace pour la couverture santé universelle. Le chef de l'Etat via le ministre de la Santé a rappelé que la vaccination est un droit fondamental et une responsabilité collective. "Chaque enfant congolais mérite un avenir sans poliomyélite, sans rougeole sans maladie évitable et notre engagement aujourd'hui déterminera la santé des générations futures. Nous avons donc le devoir moral et historique d'éradiquer la polio et de garantir un accès équitable à tous et pour tous nos enfants. Je vous exhorte donc à oeuvrer avec rigueur, engagement et transparence pour que nous puissions bâtir une République plus forte plus résiliente et en bonne santé", a-t-il déclaré.



Le ministre de la Santé avec le coordonnateur du CNCSU et le délégué du CDC Africa posant en famille /DR

Pour sa part, le coordonnateur du CNCSU, le Dr Polydor Mbongani Kabila, s'est réjoui du fait que le Forum sur la vaccination allie deux thématiques non moins importantes, à savoir la nutrition et la lutte contre le cancer du col de l'utérus. "La nutrition étant un déterminant important de la survie et de la viabilité de l'enfant à bas âge, elle est donc une composante importante du développement du capital humain", a-t-il dit. Je me réjouis, a-t-il renchéri, que ce forum en tienne compte, d'autant plus qu'une nutrition adéquate est le fondement d'une vaccination efficace. Les deux étant intimement liés", tout en soulignant qu'en ce qui concerne la prise en charge du cancer du col de l'utérus l'un des 3 piliers majeurs consiste en l'introduction du vaccin contre le papilloma virus au bénéfice de la jeune fille et du jeune garçon. Dr Mbongani a souhaité

que durant les travaux en panel que l'attention soit focalisée sur les différents défis afin de formuler les orientations susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité des services en faveur de l'immunisation, de la nutrition et de l'élimination du cancer du col de l'utérus.

L'engagement des partenaires à soutenir la vaccination

Prenant la parole avant le secrétaire général à la Santé, le Dr Sylvain Yuma qui a souligné que les thématiques au coeur du 4e forum sont prioritaires pour le chef de l'Etat et s'inscrivent dans les objectifs du CNCSU tout en s'alignant sur les ODD, le représentant du directeur général de CDC Africa, le Dr Alain Ngashi a réaffirmé l'engagement de son institution à soutenir les efforts de la RDC dans la vaccination et dans la couverture santé universelle. Il reste convaincu qu'investir dans la vaccination

et les soins de santé primaires demeure une nécessité. "La vaccination, a-t-il révélé, est un acte de responsabilité collective. Avec un leadership fort, on peut construire un avenir sur et plus sain. L'ouverture du 4e forum sur la vaccination a offert aussi une tribune d'expression à d'autres partenaires de renouveler, à travers la projection des vidéos dans la salle, leur engagement à soutenir la RDC dans la lutte contre les maladies évitables par la vaccination. Il s'agit notamment du directeur régional de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, Gilles Fagninou; du directeur régional par intérim de l'OMS /Afrique et du président, Division Développement Mondial, Fondation Bill & Melinda Gates, et président du Conseil de surveillance de la poliomyélite, Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, Christopher Elias.

Blandine Lusimana

ISIRO

Le journaliste Dieu-Merci Betima libéré

Le responsable du média en ligne ueleinfo24.info basé à Isiro, chef-lieu de la province du Haut-Uele, Dieu-Merci Betima, a été relâché le 4 mars, après 24 heures de détention au cachot du Parquet de grande instance d'Isiro, où, aucune infraction n'a été retenue à sa charge.

L'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa) a pris acte de la libération de Dieu-Merci Betima mais condamne néanmoins la procédure ayant conduit à son interpellation. Pour lui, cela constitue une atteinte à la liberté de la presse garantie par la loi congolaise et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il exhorte, par ailleurs, les autorités provinciales de Haut-Uelé à favoriser l'exercice de la liberté de la presse sur toute l'étendue de leur juridiction. Le journaliste Dieu-Merci Betima a été interpellé, le 3 mars, par un agent

du parquet de grande instance d'Isiro accompagné d'un agent de la police locale muni d'un mandat d'amener. « Le journaliste a été conduit au parquet et soumis à un interrogatoire par un magistrat qui l'a inculpé d'imputation dommageable à l'endroit de l'ordonnateur du centre de négoce de Moko, dans le territoire de Watsa, pour le compte de la Direction générale des recettes du Haut-Uele (DGRHU), Jonas Bakyabotane. Et de préciser que cela a été consécutif à la publication, le 22 février 2025, sur Ueleinfo24.info d'un article intitulé «Haut-Ue-



le : Jonas Bakyabotane, nouvel ordonnateur de la DGRHU au guichet de Moku à Watsa, une affectation qui crée des remous», a indiqué Olpa. A en croire le communiqué d'Olpa annonçant cette libération, dans cet article, le journaliste évoquait les présomptions d'un présumé détournement de deniers publics par Jonas Bakyabotane qui a acquis plusieurs immeubles dans la ville d'Isiro. «Après l'audition, le journaliste a été placé en détention en vue d'une confrontation avec le plaignant», a souligné cette organisation.

Lucien Dianzenza

WIKI AFRICA 2025

Un concours de photographie pour valoriser la chaîne alimentaire congolaise

La communauté Wikimedia du Congo organise du 1er mars au 30 avril un concours international de photographie sur le thème « Du champs à l'assiette », dans le cadre de la deuxième édition de Wiki Loves Africa.

L'objectif principal du concours international de photographie est de valoriser la chaîne alimentaire congolaise. Une manière pour Ryddhel Cyrille Ngoulou Batala, président et cofondateur de la communauté Wikimedia du Congo, de promouvoir l'art culinaire du pays tout en soutenant le "Made in Congo". Pour participer à ce concours, les postulants doivent avoir un compte Wikipédia. Par ailleurs, ils doivent s'assurer d'être auteurs des fichiers (photos, vidéos et audios) qu'ils téléverseront sur Wikimedia Commons pendant la période du concours en utilisant une licence libre. Il est impératif pour eux de préciser le pays auquel leurs contributions appartiennent.

Deux phases vont ponctuer ce concours. D'abord la phase nationale où chaque pays pourra sélectionner jusqu'à sept gagnants de trois catégories minimum. Les fichiers seront ensuite soumis à des jurys in-



« Les photographes et contributeurs de Wikimedia congolais sont invités à participer à Wiki Loves Africa 2025, car ce concours représente une occasion unique de contribuer à l'évolution et à la promotion de la chaîne alimentaire africaine en général et congolaise en particulier »

ternationaux qui en choisiront les meilleurs.

Sur les récompenses, il convient de préciser que les gagnants recevront des bons d'achat pour des plateformes en ligne, d'une valeur variant de 1000 euros et plus selon le pays de résidence. De plus, les équipes locales pourront offrir des prix supplémentaires aux vainqueurs nationaux. « Les photographes et contributeurs de Wikimedia congolais sont invités à participer à Wiki Loves Africa 2025, car ce concours représente une occasion unique de contribuer à l'évolution et à la promotion de la chaîne alimentaire africaine en général et congolaise en particulier », a indiqué Ryddhel Cyrille Ngoulou. La communauté Wikimedia du Congo organise ce concours en partenariat avec le restaurant Mossaka Beach 2. Toussaint Makosso-Tchapi est le chef de projet de l'édition 2025 de ce concours.

Rominique Makaya

NÉCROLOGIE



Les enfants et la veuve Atipo, les familles Obami, Mongo et parents, informent les amis et connaissances du décès de leur père, époux, frère et oncle, Alphonse Atipo alias « Athis », survenu le 2 mars à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au numéro 7 de la rue Lessia à Nkombo (Rfce : arrêt station Total, du côté du supermarché Mama Dina). La date de l'inhumation sera publiée ultérieurement.

Le vénérable président du Sénat Pierre Ngolo, le notable Galémé Nganongo Emmanuel, les familles Elenga-Okandzé, Okombi, Okandzé, Ibara, Alphonsine Ngala, Jean Bruno Nganongo et les enfants ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès survenu au Chu, mardi 25 février 2025, de leur fils, neveu, petit-frère et oncle, Yvon Gildas Nganongo.

La veillée mortuaire se tient au n°65 de la rue Okoyo, entre l'école de la Liberté et l'avenue JDO.

La date de l'inhumation est fixée au mardi 11 mars à Brazzaville.



Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Ange Aimé Wilfrid Bininga, ainsi que les familles Bininga, Ota, Tchicaya et Wallot, ont l'immense tristesse d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, neveu et petit-fils, Beni Fried Heven Bininga Thyty, décédé le lundi 3 mars 2025 à Paris, France.

La veillée funéraire se tient au centre-ville de Brazzaville, à proximité de l'hôtel Léon. Les détails concernant l'arrivée de la dépouille ainsi que les cérémonies funéraires seront communiqués ultérieurement.



Lucie Prisca Condhet, journaliste à Télé Congo Pointe-Noire, les familles, Mbaya, Makaya, Mbémbe et Pandi, ont la profonde douleur d'informer les parents amis et connaissances, du décès de leur sœur, fille et épouse, Madame Pandi née Makaya Mpassi, Abigaël, Tania, Eliezer, survenu le 19 février 2025 à l'hôpital militaire de Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au domicile conjugal, sis quartier Nkoukou, deuxième ruelle après l'arrêt Mvon-Mvon et avant l'arrêt Etage.

L'enterrement a lieu ce vendredi 7 mars 2025 au cimetière de Loubou.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

EMS Négoces sous le sceau culinaire

La Journée internationale des droits des femmes aura comme thème cette année «Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation». Edwige Yombi Sitou, co-fondatrice de la société EMS Négoces, initie celle-ci sous le signe des saveurs et du savoir-faire artisanal du «Panier du Kouilou». La Journée internationale des droits des femmes trouve son origine dans les manifestations de femmes au début du XXe siècle en Europe et aux États-Unis, réclamant l'égalité des droits, de meilleures conditions de travail et le droit de vote. Celle-ci a

été officialisée par les Nations unies en 1977. Pour cette année, lors de cette journée d'action, Edwige Yombi Sitou a choisi de porter la sensibilisation à l'entrepreneuriat au féminin, s'appuyant sur le partage des instants culinaires. Les invités pourront déguster en exclusivité les produits artisanaux du «Panier du Kouilou» : côtes, maquereaux, coq fumé et saucisses de Morteau. Elle souhaite se servir de son entreprise comme d'une vitrine montrant que «la femme», par surcroît noire, peut entreprendre et mener à bien les affaires.

Par ce moment convivial prévu traditionnellement pour célébrer la femme, à Roissy-en-France, le 8 mars de cette année aura plutôt pour but de mettre en avant l'artisanat, le partage des savoirs et savoir-faire en promouvant l'entrepreneuriat au féminin. Edwige Yombi Sitou rappelle que de par les coutumes congolaises, la transmission de la valeur d'égalité entre les femmes et les hommes se fait très souvent au moment de la dégustation partagée des bons mets du bassin du Congo.

Marie Alfred Ngoma

Journée internationale des droits des femmes

EMS NÉGOCES, porté par une femme entrepreneuse passionnée, vous invite à célébrer cette journée sous le thème des saveurs et du savoir-faire, avec une dégustation exclusive des produits artisanaux du Panier du Kouilou.

SAM 08 MARS 15h 30

EMS NÉGOCES
Salle Prestige
5 Rue Copenhague
Bât. Aéronef Entrée C
95731 ROISSY CDG

Vente de paniers gourmands : côtes, maquereaux, coq fumé, saucisses de morteau. Sur place ou à emporter

Confirmer votre présence + 33 6 24 27 66 49

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Bouenikaliamio Marsilli Kevin Marcos Dany. Je désire être appelé désormais : Marsilli Kevin Marcos Dany.

Un délai de trois (3) mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE CLASSIQUE
AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

APPEL A CANDIDATURE

PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES ARTISANS POUR L'OBTENTION DU LABEL KOLISA

Vous êtes artisan indépendant ou membre d'un regroupement d'artisans (coopératives, associations, ateliers collectifs) ? Participez à notre programme d'accompagnement pour obtenir la certification qualité de vos produits à travers le label KOLISA !

Critères d'éligibilité	Zone de mise en oeuvre
<ul style="list-style-type: none"> Être un artisan ou une entreprise artisanale Disposer d'un NIU Être âgé de 18 à 40 ans 	<ul style="list-style-type: none"> Brazzaville Pointe - Noire Ouessou Dolisie Owando

Comment postuler ?

- Remplissez le formulaire en scannant ici
- Soumettez votre dossier : accueilkosala@gmail.com

Date limite : le 26 Mars 2025 à 23h 59

Logos: FIGA, KOSALA, ACONOQ, www.figa.cg, accueilkosala@gmail.com, www.kosalapme.com, +242 06 480 86 63, +242 05 343 63 53

VILLE ÉCONOMIQUE

Les routes en lamentable état

La plupart des routes de la ville économique ont des bourbiers en saison de pluie et de nids de poule en saison sèche, rendant pénible la circulation à de nombreux automobilistes qui ne cessent de se plaindre.

Les routes de la ville océane se dégradent de plus belle. Une situation préoccupante qui serait la conséquence d'une dégradation liée au manque de moyens et aux travaux de réparation qui laissent à désirer. Dans cette ville, les routes bitumées encore en bon état se comptent sur le bout des doigts, le mal n'est pas nouveau mais il a gagné en étendue depuis quelques années. Le visage du réseau routier de Pointe-Noire s'est considérablement dégradé. Dans certains endroits, il devient impossible de circuler aisément. « Toutes les routes de Pointe-Noire sont en mauvais état. Au fond Tié-Tié par exemple, on roule dans le sens contraire pour éviter de s'embourber », a dit Raymond, chauffeur de bus. Du nord au sud, les principales voies de circulation ont des nids de poule. Sur l'avenue Marien-Ngouabi dite Bord-Bord, aux environs de l'arrêt de bus 501 au quartier Mouyondzi, le constat est bien amer. Une grande partie de



L'avenue de l'Indépendance au niveau du marché du Fond Tié-TiéAdiac

« Toutes les routes de Pointe-Noire sont en mauvais état. Au fond Tié-Tié par exemple, on roule dans le sens contraire pour éviter de s'embourber »

la chaussée s'est détériorée, rendant la circulation difficile à cet endroit. L'avenue de l'indépendance n'échappe pas également à ce triste constat, de l'arrêt de bus JBZ jusqu'à celui de Mulembo en passant par le marché du Fond Tié-Tié.

Même image sur l'avenue Moe Pratt, où un trou s'est formé au niveau de l'arrêt de bus Fata. Il est difficile d'éviter ou de contourner ces dégradations. Mais les chauffeurs s'engagent sur ces voies en prenant le risque d'abîmer les amortisseurs de leurs véhicules. Pour de nombreux usagers, cet état déplorable des routes est à l'origine de certains accidents de circulation avec des conséquences dramatiques. Notons qu'un entretien tardif de la route entraîne des dépenses importantes qui peuvent atteindre jusqu'à trois ou quatre fois le montant d'un entretien préventif. Il est donc important d'entretenir périodiquement les routes pour éviter que celles-ci se détériorent.

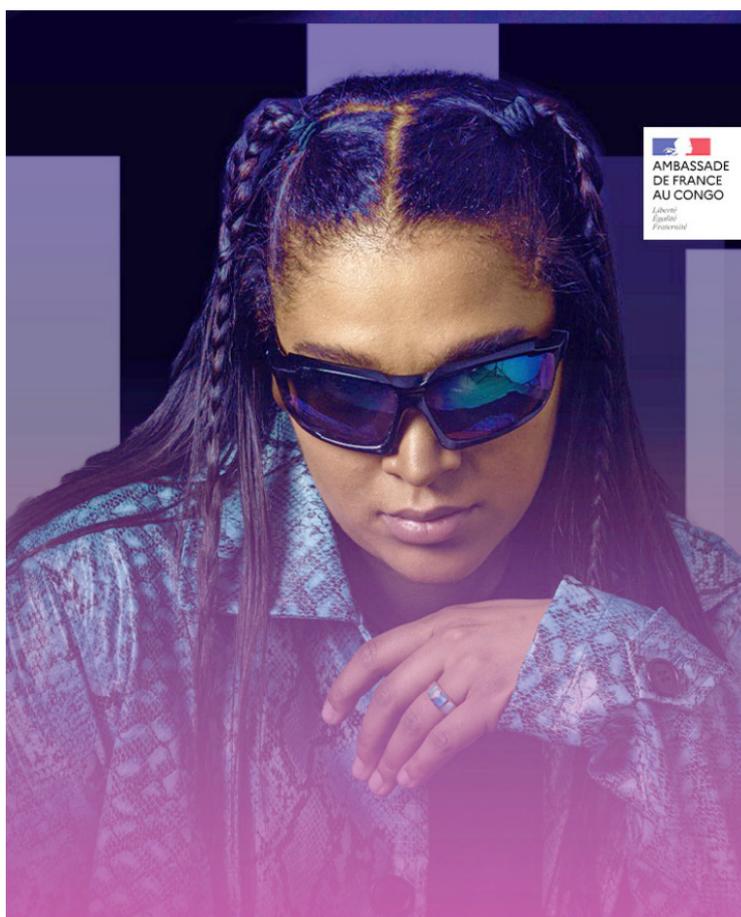
Hugues Prosper Mabonzo

MUSIQUE

Sônge en concert à l'IFC

Sônge donnera un concert live le 15 mars à l'institut français du Congo (IFC) dans la ville de Pointe-Noire. Artiste talentueuse, Sônge revisite les répertoires avec une virtuosité qui fait d'elle l'une des artistes les plus capées.

Dans quelques jours, le ciel sombre sera illuminé par les belles chansons de Sônge. Ce concert est un véritable voyage entre sonorités et style à travers lequel les ponténégrins vont découvrir les œuvres variées de Sônge. Exploratrice insatiable, l'artiste tisse des ponts entre RNB romantisme classique et influence pop avec une élégance rare. Elle séduit autant des puristes que des amateurs de métissage musicaux. De son vrai nom Océane Belle, Sônge est une artiste à la créativité hors norme, originaire de Quimper, en Bretagne. Si elle dit s'inspirer des contes et de la mythologie, elle doit aussi son originalité à son approche particulière de l'art.



Sônge fait de la synesthésie : pour elle, les sons ont des couleurs. Il en résulte un univers onirique, saturé de nuances vives, de mouvements et de clignotements lumineux. Un parti pris qui séduit. Le succès ne se fait pas attendre. Sônge s'est déjà produite aux Trans Musicales de Rennes, au festival Pitchfork, ainsi que sur

Sônge fait de la synesthésie : pour elle, les sons ont des couleurs. Il en résulte un univers onirique, saturé de nuances vives, de mouvements et de clignotements lumineux. Un parti pris qui séduit. Le succès ne se fait pas attendre.

la scène de l'Olympia lors d'un DJ set aux côtés d'Arnaud Rebotini. Juste avant la sortie de son premier EP, le 20 janvier 2019, Les Inrocks font son éloge et l'invitent à leur soirée Inrocks Les Bains.

Son premier album, Flavourite CÂLÂ, sort en mars 2019. Pour le composer, elle puise son inspiration chez Björk, Coco Rosie ou encore Kendrick Lamar. Ses titres, elle les fait vivre, seule sur scène, entourée d'un synthé, d'une MPC et d'un likembé, instrument traditionnel africain. Déjà perçue comme la relève du R&B français, elle définit son style ainsi : « émotions électroniques, R&B lunaire, hip-hop pandémoniaque »

H.P.M.

SOLUTION :
Le mot-mystère est : **CHANCE**

V	A	C	C	I	N		A	X	E
O	R	E	E		A	T	O	L	L
M	A	N	T	E		R	U		F
I		S		A	P	O	T	R	E
R	E	E	L	U		N		U	S
	C		E	X	E	C	R	E	
M	U	S	C		U		A	R	T
U		T	O	C	S	I	N		I
E	B	E	N	E		O	G	R	E
	R	A		D	U	N	E		N
P	O	K	E	R		I		U	T
A	I		R	A	I	S	O	N	
R	E	J	E	T		A	R	E	C

T	S	C	C	S	L						
D	O	N	Q	U	I	C	H	O	T	T	E
	T	A	U		T	A	U	R	E	A	U
M	A	T	A	D	O	R		T	R	U	C
L	L	U	L	L	Y		V	I	E	L	E
V	I	R	E		E	G	E		E	M	
S	I		E	N	L	I	S	E		I	
F	E	S	S	U		A	N	T	E	E	
	T	I	T	U	B	E	R	A	S		
A	C	E	R	E		R	A	L	T	O	
A		U	R	G	E	N	T		H	I	
G	R	A	P	P	A		A	I	N	E	
P	R	E	E	M	I	N	E	N	T		
F	E	T	U		M	L		R	E	E	L
S	E	X	U	E	L	L	E		S	U	

• SOLUTION DE LA GRILLE N°656 •

8	4	2	1	3	7	9	6	5
3	9	1	8	5	6	7	4	2
7	6	5	2	4	9	1	8	3
6	1	8	5	9	2	4	3	7
2	3	9	4	7	8	5	1	6
5	7	4	6	1	3	2	9	8
1	2	3	7	6	4	8	5	9
4	8	6	9	2	5	3	7	1
9	5	7	3	8	1	6	2	4

• SOLUTION DE LA GRILLE N°662 •

6	4	5	9	7	3	1	8	2
8	2	7	4	5	1	3	6	9
3	1	9	8	6	2	4	7	5
4	9	6	2	3	7	5	1	8
5	8	1	6	4	9	7	2	3
7	3	2	1	8	5	9	4	6
9	5	8	7	1	6	2	3	4
2	7	4	3	9	8	6	5	1
1	6	3	5	2	4	8	9	7

MOTS CASÉS 10X13 • N°132

- 2 LETTRES**
AS - AU - DE - DU - EN - ES - ET - LU - NI - RA - RU - SI - SU
- 3 LETTRES**
BEL - BRU - DOT - EAU - EMU - GUI - ISO - ODE
- 4 LETTRES**
ANAL - ANES - ASIE - ATRE - BEER - CLAN - DATA - GNOU - GROS - IDEE - OSEE - RAGE - RAME - SCIE - SUIT - UNAU
- 5 LETTRES**
EIDER - EMERI - LARGE - NORME - RAMPA - SAUCE - USINE - USITE
- 6 LETTRES**
CONGRE - GRELOT - IRONIE - LEONIN - MAIGRE - OUTILS - REUSSI

APPETIT SEXUEL UNE DES BALEARES	FIDÉLITÉ RACONTENT	PEINTRE BRUIT DE BOUCHE	QUITTERENT LA MAISON	CASAÏNE DE COWBOY	REGION ANATOMIQUE PLAGE A VENISE
				CAPRI OU STROMBOLI	
MARAIS DE LOUISIANE DELIT INFORMA- TIQUE			EQUIPER VA AUX U.S.A.		
				CONTRAT DE TRAVAIL POUR DUR	
DENSE POÈTE ALLEMAND		DE MAUVAIS SE HUMEUR SPORT COLLECTIF			
			SURFACE VOLATILE		FALX CALCULS
DÉGAZAGE	NOUVEAU MOT METTRE EN FORME				
		ACHETEUSE NUAGE BAS			MARÉE
CLANS	DESCENDRE LA PENTE PERSPICACE			VIEILLE MONNAIE MOUCHE AFRICAIN	
			CROTTE SAC À VIN		
CHANTEURS D'OPÉRA SACRÉE GYMNAS- TIQUE				DANS LA GAMME FILET D'EAU	
		MUSE DE LA MUSIQUE VARIÉTÉ DE POMME			
ECHOUA REPRIS EN BAIN		ADVERBE	CACHA		ÉQUERRE
				FAIT LA LIASSON	
ÇA SENT LE SAPIN			CROCHET DE BOUCHER		

B	J	P	S	A	B	B	A	T	I	M	B	A	L	E
C	A	M	O	T	S	E	G	N	A	D	I	V	C	L
N	V	N	A	I	N	O	T	U	O	L	G	H	R	O
E	E	G	A	R	N	R	O	A	A	C	E	L	E	G
E	L	A	G	N	I	T	R	A	M	V	I	R	D	N
L	O	F	O	G	E	N	P	I	I	O	D	L	U	O
P	T	P	U	G	O	R	I	L	L	E	L	A	L	M
S	U	E	P	O	P	U	L	A	C	E	E	P	E	I
J	E	S	U	I	T	E	L	H	P	M	A	P	I	O
I	O	B	S	C	E	N	E	L	U	O	M	E	S	D
B	A	M	B	O	U	G	A	R	N	I	S	O	N	O
R	I	H	P	A	S	I	G	P	I	L	O	R	E	N
U	O	J	A	C	A	D	N	F	U	O	R	A	B	J
O	E	H	P	M	Y	N	A	N	C	A	S	I	N	O
F	I	A	S	C	O	I	M	P	O	N	C	I	F	N

- ACAJOU
- BAMBOU
- BANANE
- BAROUF
- CASINO
- CEDRE
- CHEVILLE
- CREDULE
- DIPLOMATE
- DONJON
- ESTOMAC
- FIASCO
- FOURBI
- GARNISON
- GLOUTON
- GORILLE
- GRUMEAU
- ILLICO
- INDIGNE
- INTRIGUE
- JAVELOT
- JESUITE
- JUPON
- MANGA
- MARIN
- MARTINGALE
- MONGOL
- NEROLI
- NYPHE
- OBSCENE
- PAMPHLET
- PANTOUFLE
- POINT
- PONCIF
- POPULACE
- SABBAT
- SAPHIR
- SEMOULE
- SPLEEN
- TIMBALE
- TORPILLE
- VIDANGE

• SUDOKU • GRILLE N°663 • DIFFICILE •

	8	1	5					4	
				1	9			3	5
6	9								
	8		4					9	
4								7	
2			6		4				
						2	5		
9	7		2	8					
1				4	9	8			

• SUDOKU • GRILLE N°669 • FACILE •

4		2	7					6	
			1	4		5			
7				8					
8							4	9	
1		3					8	5	
6	2								7
			6						2
		9		3	7				
6				5	4				3

COOPÉRATION

Un envoyé spécial du chancelier allemand chez Denis Sassou N'Guesso

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu le 5 mars à Brazzaville Wolfgang Dold, envoyé spécial porteur du message du chancelier allemand, Olaf Scholz. « Nous avons parlé d'un système mondial basé notamment sur le principe de l'intégrité des territoires et de leur souveraineté. Aussi, d'un plan global pour établir une grande connivence d'opinion entre nos deux pays », a indiqué Wolfgang Dold, en soulignant que le Congo est un allié et un partenaire de l'Allemagne.

Par ailleurs, l'envoyé spécial du chancelier allemand a affirmé le soutien de son pays à la « Décennie africaine et mondiale d'afforestation et du reboisement », une initiative portée par le Congo. « Nous avons ouvert, il y a quelques semaines, un bureau de notre agence de coopération qui est actif ici pour appuyer cette initiative du président Denis Sassou N'Guesso au sein des Nations unies », a-t-il fait savoir.

Les Dépêches de Brazzaville



Le président Denis Sassou N'Guesso accueillant l'envoyé spécial du chancelier allemand/DR

BIODIVERSITÉ

Préparatifs du congrès des peuples autochtones des forêts tropicales

L'ambassadeur du Forum international sur les peuples autochtones d'Afrique centrale à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Fipac/CEEAC), Kapupu Diwa, a été reçu en audience, le 5 mars à Brazzaville, par la ministre Arlette Soudan-Nonault chargée de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo. Les deux personnalités ont planché sur les préparatifs de l'organisation du premier congrès des peuples autochtones des forêts tropicales de trois grands bassins mondiaux.

L'évènement réunira les représentants des communautés autochtones vivant au cœur des forêts amazoniennes, du Bassin du Congo et de l'Asie du sud-est, notamment ceux des forêts de Bornéo Mékong. Après la tenue du premier forum, du 10 au 15 avril 2007 à Impfondo, sous la dénomination de forum international des peuples autochtones d'Afrique centrale et du deuxième forum de Fipac du 15 au 19 mars 2011, le Congo s'apprête à l'organisation de la première édition du 1er congrès des peuples autochtones des forêts tropicales des trois grands bassins mondiaux. Ce congrès va renforcer les stratégies communes de défense des droits des peuples autochtones et leur savoir-faire ancestral. Au cours des échanges, la ministre Arlette Soudan-Nonault, en sa qualité de coordinatrice exécutive de la commission climat bassin du Congo et l'ambassadeur Kapupu Diwa ont convenu



La ministre échange avec la délégation de l'ambassadeur/Adiac

de donner une tribune d'expression et d'actions aux peuples autochtones, véritables gardiens des forêts tropicales.

Le Congo et le Fipac ont réaffirmé leur engagement commun en faveur d'une gestion durable et inclusive des écosystèmes forestiers, tout en valorisant le rôle central des populations autochtones dans la lutte contre le changement climatique et la préservation

de la biodiversité.

Les peuples autochtones des trois grands bassins forestiers vont se rencontrer pour la première fois pour partager leurs expériences et proposer des solutions concrètes pour la protection des forêts tropicales. « Avec la ministre, nous avons essayé de travailler de manière technique pour le succès de ce congrès. Pour ce congrès, nous al-

lons faire la déclaration pour tous les peuples autochtones du monde entier. Nous voulons donner notre position et point de vue en ce qui concerne la forêt et la biodiversité, en prélude à la COP », a indiqué Kapupu Diwa, ambassadeur de Fipac/ CEEAC.

Ce congrès se confirme comme un cadre de concertation entre les autorités politiques des différents pays,

les partenaires au développement, la société civile, les médias, les peuples autochtones de l'espace Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) et ceux du monde entier.

À l'image du sommet des trois grands bassins forestiers qui s'est tenu à Brazzaville, ce 1er congrès va réunir toutes les populations autochtones de l'Amazonie, de l'Asie du sud-est Bornéo Mékong et celles Bassin du Congo ainsi que les partenaires au développement, les chefs traditionnels, experts, décideurs politiques et partenaires internationaux, dans un esprit de dialogue et de coopération. La date officielle du congrès et le programme détaillé restent à déterminer. Le Congo confirme son rôle moteur dans les initiatives environnementales à l'échelle internationale en plaçant les peuples autochtones au cœur des solutions pour un avenir durable des écosystèmes.

Fortuné Ibara